

OUYAHIA-SIDI SAÏD

Divergence sur le salaire minimum

La date de la prochaine tripartite a été fixée au 29 septembre prochain conjointement par le Premier ministre et le secrétaire général de l'UGTA lors d'une entrevue que les deux hommes ont eue samedi dernier, dans l'après-midi, au siège du palais du Gouvernement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le lendemain, Sidi Saïd a réuni son secrétariat national à l'institut de la formation syndicale à El Achour et a fait état à ses collaborateurs de la teneur de son entretien avec Ahmed Ouyahia.

Très attendue par le monde du travail, la tripartite réservée aux questions sociales, après celle de mai dernier consacrée aux questions économiques, aura notamment à débattre de la question salariale. La réunion intervient trois années après celle de 2009 qui a vu le salaire national minimum garanti (SNMG) passer de 12 000 à 15 000 DA.

Une revalorisation salariale entrée en vigueur en janvier 2010 conformément au texte législatif portant décret 09.146 du 16

décembre 2009. L'augmentation à hauteur de 25%, soit 5% de plus par rapport à celle de 2007, a touché plus d'un million de salariés tous secteurs confondus.

Il est également à noter que pas moins de sept tripartites sur treize et trois bipartites sur quatorze ont été consacrées au dossier du SNMG.

Lors de son intervention hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, le secrétaire national de l'UGTA, en charge de l'administration et des finances, a confirmé la date du 29 septembre, tout en notant qu'il allait «discuter du dossier des retraités, des conventions et de leur élargissement au secteur privé, de la redéfinition du SNMG». Selon lui, la tripartite abordera également la



L'UGTA propose au gouvernement de redéfinir le SNMG.

question de l'article 87 bis du code du travail, de l'impôt sur le revenu global (IRG) et la promotion de la production nationale et d'ajouter «qu'une réunion est prévue avant la tenue de la tripartite pour arrêter définitivement l'ordre du jour».

A choisir entre le SNMG, le 87 bis ou l'allègement de l'IRG

C'est probablement lors de cette dernière réunion de préparation que les différents partenaires (gouvernement-UGTA et patronat) trancheront les questions à

débattre lors de cette tripartite. Sur ce chapitre, des sources sûres font état d'une préparation qualifiée «d'importante» de l'UGTA sur la question salariale.

A cet effet, le groupe de travail syndical en charge de ce dossier a déterminé plusieurs variantes relatives à la revalorisation salariale. Il s'agit du dossier de revalorisation du SNMG, de l'abrogation du 87 bis et de l'allègement de l'IRG. «Nous avons des propositions avec des simulations. Nous sommes optimistes. Nous posons la question du pouvoir d'achat. Avant la tenue de la tripartite, nous ne pouvons pas avancer de chiffres pour le SNMG. Nous allons persuader nos partenaires de la nécessité d'une amélioration sensible du pouvoir d'achat», a-t-il dit.

A. B.

REVALORISATION DU SNMG

Le 87 bis de tous les enjeux

Depuis 1994, la revalorisation du SNMG n'a eu aucun effet direct sur les fonctionnaires ou ceux percevant un bas salaire. Ces derniers ont vu leur salaire augmenter seulement de quelques dinars, et ce, malgré les multiples révisions à la hausse du SNMG.

A l'origine de cette situation, l'article 87 bis qui stipule que «le salaire national minimum garanti comprend le salaire de base, les indemnités et primes de toute nature à l'exclusion des indemnités versées au titre de

remboursement de frais engagés par le travailleur». Cette disposition contenue dans le code du travail a vu le jour sous le gouvernement de Redha Malek. A l'époque, la Centrale syndicale était dirigée par le défunt Abdelhak Benhamouda. L'instauration de ce dispositif réglementaire contenu dans la loi 90-11 d'avril 1990 avait été implicitement imposé par le Fonds monétaire international dans le cadre du plan d'ajustement structurel (PAS) qui a donné lieu à la décision de

rééchelonnement de la dette extérieure. Depuis, toute décision portant revalorisation du salaire national minimum garanti est perçue comme minime, et ce, au vu des restrictions qu'impose le 87 bis. Sa suppression, indique-t-on, ne peut intervenir que dans le cadre d'une révision du code du travail. Or, des indiscrétions laissent croire que le gouvernement n'est pas près de céder sur la question. Il s'agit là de l'un des principaux enjeux de la prochaine tripartite.

A. B.

FACE À LA GRÈVE DE LA MINE DE L'OUEENZA

Le complexe d'El Hadjar va importer du minerai de fer

La direction générale du complexe sidérurgique ArcelorMittal d'El Hadjar aura recours à partir d'aujourd'hui à l'importation de 6 000 tonnes/jour de minerai de fer pour empêcher l'arrêt de l'usine, indique une source proche de cette direction.

L'importation de cette matière première a été imposée à cette filiale algérienne numéro un mon-

dial de la sidérurgie suite au débrayage des mineurs de l'Ouenza, dans la wilaya de Tébessa, qui fournissait une quantité semblable au complexe d'El Hadjar.

Acquise tout autant que le complexe d'El Hadjar par ArcelorMittal Annaba (70% à le groupe indien et 30% appartenant à celui des entreprises étatiques Sider), la mine de l'Ouenza vit ces

dernières semaines des perturbations dans la production du fait d'un différend socioprofessionnel opposant la direction au partenaire social. Timidement suivi à son début, le mouvement de grève s'est étendu ces deux derniers jours pour englober une majorité de mineurs. Leurs revendications portent, selon un document adressé à la rédaction du *Soir d'Algérie* Annaba, sur «l'absence d'un plan d'exploitation permettant un développement durable de notre mine (...) en se limitant uniquement à l'extraction de minerai (...), rendant incertain l'avenir de notre gagne-pain, absence également d'investissement pour le renouvellement des équipements de production (...), de maintenance».

Et pour couronner le tout, ajoute le document du syndicat des mineurs de l'Ouenza, «l'absence de dialogue entre la direction et le partenaire social pour la prise en charge d'une manière effective des préoccupations socioprofessionnelles des travailleurs».

Les représentants des mineurs, qui tout en reconnaissant l'existence d'une prime de rendement,



La mine de l'Ouenza vit des perturbations dans la production.

mais qui «n'atteint jamais le seuil fixé par la direction», signalent aussi «la mauvaise gestion des biens et équipements de la mine et l'attribution de postes stratégiques à un personnel incompetent», est il mentionné dans le même document.

D'où, estiment-ils, «une mauvaise organisation en matière de

ressources humaines». Les syndicalistes de la mine de l'Ouenza souhaitent une prise en charge efficace de leurs revendications par la direction générale d'ArcelorMittal Tébessa qui gère, outre la mine de l'Ouenza, celle de Boukhadra, située dans la même wilaya.

A. Bouacha

HÔTEL EL AURASSI

Protestation
des travailleurs

Plus d'une centaine de travailleurs de l'hôtel El Aurassi, selon les estimations de la section syndicale, observent, depuis mardi dernier, un sit-in ouvert au niveau de l'établissement hôtelier.

Les travailleurs, qui dénoncent leurs conditions de travail, se disent «mobilisés pour exiger la satisfaction de leurs revendications liées aux augmentations salariales, l'amélioration des conditions de travail, la révision de la convention collective et le règlement intérieur ainsi que le respect de l'organisation syndicale, toujours non reconnue par les responsables de l'établissement». Les protestataires menacent d'aller vers d'autres actions de protestation si l'administration continue de tourner le dos à leurs revendications.

S. A.